



HAL
open science

Egypte, Yémen

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

Roman Stadnicki. Egypte, Yémen. Images Économiques du Monde 2015, Armand Colin, 2014.
halshs-01235455

HAL Id: halshs-01235455

<https://shs.hal.science/halshs-01235455>

Submitted on 2 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

EGYPTE

Le maréchal Sisi élu Président

Le maréchal Sisi a été élu président de la république avec 92% des voix le 28 mai 2014. Le taux d'abstention, estimé à 60%, révèle le faible enjeu de cette élection qui opposa Sisi à un seul autre candidat, le nassériste Hamdine Sabahi, disposant d'un très faible soutien politique. A l'origine de la destitution, le 3 juillet 2013, du président islamiste Mohamed Morsi élu démocratiquement un an plus tôt et dont le départ fut réclamé par plusieurs millions d'égyptiens lors de la manifestation du 30 juin 2013, Sisi s'est vite imposé comme le nouvel homme fort du pays. En dépit de la nomination d'un gouvernement technocratique de transition dirigé par Adly Mansour, Sisi instaure un régime autoritaire à l'ombre des militaires. Dans un premier temps, il réprime les Frères musulmans qu'il a désignés comme « organisation terroriste » en instaurant état d'urgence et couvre feu entre août et novembre 2013. Durant cette période, 20000 membres et sympathisants de la confrérie sont emprisonnés tandis que 2000 à 4000 pro-Morsi sont tués lors de l'évacuation des places Rabaa et Nahda au Caire. Dans un deuxième temps, la répression s'élargit à l'ensemble des forces contestataires, des jeunes révolutionnaires aux journalistes, en passant par les ouvriers, soumises à la loi sur les manifestations du 24 novembre 2013 qui interdit tout rassemblement susceptible de menacer l'ordre public. En parallèle, l'armée étend ses prérogatives sur le secteur économique en réactivant de grands chantiers d'infrastructures. Elle s'appuie, pour se faire, sur des hommes du régime de Moubarak qu'elle fait revenir dans le jeu politique, à l'image du premier ministre Ibrahim Mahlab nommé en février 2014, ainsi que sur l'aide financière provenant des pays du Golfe, qui s'élève à 12 milliards de dollars. Le Président Sisi doit cependant faire aujourd'hui face à l'accroissement du risque terroriste et à la radicalisation de l'opposition. De nombreux attentats ont visé les forces de sécurité au cours de l'année 2014 dans les grandes villes, tandis que des groupes djihadistes ont fait du Sinaï leur base arrière. Sisi aura également à mettre en œuvre les droits et libertés garantis par la nouvelle constitution adoptée à l'unanimité par référendum en janvier 2014 et revendiqués par la population depuis la révolution du 25 janvier 2011. Dans le cas contraire, l'opposition civile tout comme la communauté internationale pourrait chercher à déstabiliser ce nouveau régime que certains considèrent déjà comme une restauration de la dictature mise en place par Moubarak.

Une économie à genoux ?

Ne pouvant plus s'appuyer sur les recettes du secteur touristique, qui ont connu une nouvelle baisse de 41% en 2013, l'Égypte est désormais contrainte d'assumer sa dépendance économique à l'aide financière apportée par le Golfe après la révolution de 2011. Cette aide palie également le refus du FMI d'attribuer à l'Égypte la somme de 4,8 milliards de dollars, un prêt conditionné à la suppression du couteux système de subvention des produits de base (pain, essence, gaz domestique), ce qui, dans un pays où 40% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour, provoquerait de graves troubles sociaux. Les tensions se concentrent aujourd'hui principalement sur le secteur énergétique. La pénurie de gaz naturel, qui alimente les centrales thermiques fournissant l'essentiel de l'électricité, a conduit les autorités à instituer des coupures journalières dans les foyers des grandes agglomérations. Malgré une inflation à 10% et une croissance à 1%, l'effondrement de l'économie égyptienne doit toutefois être relativisé au regard du faible endettement du pays (corrigé par l'aide du Golfe), de l'importance de l'économie informelle (60% de la population active) et, enfin, de la

relative stabilité des revenus apportés par les égyptiens de l'étranger, qui constituent la première rente du pays.

YEMEN

Terrorisme et instabilité

La lutte contre le terrorisme s'est intensifiée en 2014, grâce au soutien apporté par les frappes aériennes américaines. Des opérations de grande envergure ont entraîné la mort de plusieurs dizaines de militaires et d'insurgés entre avril et mai 2014, mais aussi de civils, comme en décembre 2013 à la suite d'attaques de drones, dont l'utilisation est de plus en plus critiquée dans le pays. Dans les villes de Sanaa et Aden, des groupes terroristes se sont attaqués, en représailles, à des bâtiments officiels ainsi qu'à des représentations étrangères. Al Qaida en Péninsule Arabique (AQPA), née de la fusion des branches saoudienne et yéménite du mouvement, semble avoir profité de l'affaiblissement du pouvoir central en 2011 pour renforcer son emprise, notamment sur le sud et l'est du pays. La dégradation de la situation sécuritaire assombrit les efforts déployés par le président Hadi pour stabiliser le pays au moyen d'un « dialogue national » instauré en 2013, soutenu par l'ONU et financé par des bailleurs internationaux, qui a réuni des représentants des différentes forces politiques, militaires et sociales du pays. Ce dialogue n'a en outre permis ni de résorber les tensions séparatistes dans le sud du pays, ni d'éteindre la contestation zaydite dans le nord qui a déjà fait l'objet d'une guerre civile entre 2004 et 2010, et encore moins d'éliminer la corruption. Sur fond d'assassinats politiques, de tensions entre tribus et pouvoir central et de sabotage d'infrastructures, la clôture du dialogue national s'est soldée par un énième report des élections nationales initialement prévues en février 2014. Trois ans après le départ, négocié sous l'égide du Conseil de Coopération du Golfe, d'Ali Abdallah Saleh, lequel a cependant obtenu l'immunité pour les crimes commis sous son gouvernement et la présidence du parti qu'il a fondé (le Congrès Général Populaire), le Yémen aborde l'une des phases les plus délicates de sa transition politique.

Forte vulnérabilité économique et sociale

L'adhésion du Yémen à l'OMC en juin 2014 ne masque pas la gravité de sa situation économique et sociale. En récession, le pays le plus pauvre du Moyen-Orient a vu son taux de chômage dépasser la barre des 40% selon les estimations, tandis que l'inflation reste élevée (15% en 2013). Par ailleurs, la pénurie de carburants et les coupures quotidiennes d'électricité s'ajoutent au tarissement alarmant des ressources hydriques et pétrolifères. Enfin, la torture infligée aux migrants originaires de la corne africaine, dénoncée en mai 2014 par *Human Rights Watch*, dans des camps de fortune situés dans la région de la Tihama, s'ajoute à la crise humanitaire profonde qui touche le pays qui occupe la 138^{ème} place à l'Indice de Développement Humain des Nations Unies.